ÉLÉMENTS DE LANGAGE

Les reculs environnementaux du gouvernement

Réseau Cler

1. Message politique central

Les reculs environnementaux du Gouvernement ne sont pas seulement une question de moyens. Ils révèlent un changement de modèle de la transition écologique.

À travers les restrictions de MaPrimeRénov', la suspension du Fonds chaleur et l'arrêt de plusieurs programmes CEE, une même tendance se dessine. Les financements se concentrent davantage sur les équipements et l'électrification, tandis que les moyens consacrés à l'accompagnement des ménages, à la rénovation globale et à l'action des collectivités sont fragilisés.

Le problème n'est pas d'électrifier. C'est de considérer que l'électrification pourrait se substituer à une véritable politique de transition écologique.

La réorientation des différentes politiques environnementales vers la seule électrification est en train d'emporter avec elle tous les mécanismes d'aide et d'accompagnement destinés aux ménages modestes et aux collectivités. Nous risquons dès lors d'assister à une transition énergétique à deux vitesses, où les ménages les plus riches pourront accéder à la décarbonation de leurs usages, tandis que les autres continueront de vivre dans des logements mal isolés, et d'être coincés dans des dépenses contraintes trop élevées.

> **« Veut-on seulement changer l'énergie que nous consommons, ou veut-on aussi changer les conditions dans lesquelles nous vivons ? »**

2. Les faits à mobiliser

Décision	Conséquences et enjeux
MaPrimeRénov' rabotée	351 M€ de crédits gelés en 2026, dont 255 M€ pour les rénovations d'ampleur. Des milliers de rénovations risquent de ne pas être réalisées.
Fonds chaleur suspendu	Suspension des nouveaux dépôts de demandes d'aides à l'investissement en novembre 2026. Incertitude accrue pour les projets des collectivités.
Programmes CEE non reconduits	Fin ou non-reconduction annoncée de plusieurs programmes, notamment ACTEE, SLIME, TIMS, Territoires zéro exclusion énergétique, Bail Rénov' et Toits d'abord, selon des calendriers distincts.
Recul des crédits budgétaires	Une part croissante du financement de la rénovation repose sur les CEE, plutôt que sur les crédits budgétaires directs de l'État. Or, les CEE sont prélevés sur les factures des particuliers, indistinctement de leurs revenus. On risque donc de voir des ménages très modestes financer l'installation des pompes à chaleur des ménages les plus riches. Dans le même temps, les programmes de lutte contre la précarité énergétique sont abandonnés.
Priorité à l'électrification	Concentration des moyens sur le remplacement des équipements fossiles, avec le risque de reléguer au second plan l'isolation, la sobriété et l'accompagnement.

3. Les principaux éléments de langage

A. Ce n'est pas seulement un recul budgétaire, c'est un choix de société

- Un budget dit ce qu'un gouvernement considère comme prioritaire, ce qu'il finance et ce qu'il laisse à la charge des ménages et des collectivités.
- Qui doit assumer le coût de la transition écologique : l'État, les entreprises, les collectivités ou les individus ?
- À force de réduire les moyens publics, la transition risque de devenir une responsabilité individuelle plutôt qu'un projet collectif.
- Elle ne peut dépendre uniquement de la capacité des ménages à financer leurs travaux et des collectivités à trouver des subventions.

« Le Gouvernement ne réduit pas seulement les moyens de la transition écologique. Il en modifie les règles. Moins de garanties collectives, davantage de responsabilités laissées aux individus et aux territoires. »

B. On ne peut pas remplacer une politique de transition par une politique d'électrification

- L'électrification est indispensable pour sortir des énergies fossiles, mais elle ne constitue pas à elle seule une politique de transition.
- Installer une pompe à chaleur dans un logement mal isolé ne règle pas nécessairement le confort thermique, les factures ou la surchauffe estivale.
- La transition doit réduire nos besoins énergétiques, améliorer les logements et protéger les habitants face au changement climatique.
- Les objectifs industriels et énergétiques ne doivent pas faire oublier les besoins sociaux.

« Changer l'énergie que nous consommons ne suffit pas si nous ne changeons pas les conditions dans lesquelles nous vivons. »

C. Une transition qui risque de devenir un privilège

- Les ménages les plus aisés peuvent plus facilement avancer les dépenses et mobiliser les aides.
- Les ménages modestes ont davantage besoin d'accompagnement, de financement public et de garanties sur le reste à charge.
- Supprimer des programmes de lutte contre la précarité énergétique peut accentuer ces inégalités.
- Les locataires subissent les conséquences des passoires thermiques sans pouvoir décider eux-mêmes des travaux.

« Si la transition dépend de la capacité de chacun à investir, ceux qui en ont le plus besoin risquent d'être les derniers à en bénéficier. »

D. L'État demande aux collectivités d'agir, mais fragilise leurs moyens

- Les collectivités rénovent les écoles, développent les réseaux de chaleur et de froid, adaptent les villes et organisent les mobilités.
- Ces projets exigent des investissements lourds, de l'ingénierie technique et une visibilité financière sur plusieurs années.
- Suspendre le Fonds chaleur et fragiliser ACTEE accroît l'incertitude pour les territoires.
- Les collectivités les moins dotées financièrement et techniquement risquent d'être les plus pénalisées.

« On ne peut pas faire des collectivités les piliers de la transition écologique tout en fragilisant les moyens qui leur permettent d'agir. »

E. La transition a besoin d'un service public, pas seulement de subventions

- Une aide financière ne suffit pas : il faut identifier les besoins, accompagner, mobiliser des professionnels et coordonner les travaux.
- Les programmes d'accompagnement rendent possible la réalisation de projets qui, autrement, n'aboutiraient pas.
- Leur disparition peut fragiliser les acteurs de terrain et laisser de côté les publics les plus éloignés des aides.
- Il faut construire des capacités publiques durables au-delà des seules incitations individuelles.

« La transition écologique ne se résume pas à distribuer des aides pour acheter des équipements. Elle suppose un véritable service public, capable de garantir que chacun puisse en bénéficier. »

Rapport de force	Problème politique
État / ménages	Qui assume le coût : la collectivité ou les capacités financières individuelles ?
État / collectivités	Qui porte les responsabilités et qui dispose des moyens pour agir ?
Propriétaires / locataires	Qui décide de réaliser les travaux, et qui subit l'absence de rénovation ?
Logique industrielle / besoins sociaux	Comment concilier filières énergétiques et amélioration des conditions de vie ?
Acteurs du marché / service public	Les aides encouragent-elles seulement l'investissement ou garantissent-elles l'accès de tous ?

4. Les rapports de force à faire apparaître

Idée transversale : une politique environnementale ne se juge pas uniquement aux tonnes de CO_2 évitées. Elle doit aussi être examinée au regard des inégalités qu'elle réduit ou renforce, et de la répartition des efforts.

5. Réponses aux principaux arguments du Gouvernement

« Il faut faire des économies budgétaires. »

La contrainte budgétaire est réelle, mais réduire aujourd'hui les investissements peut accroître demain les dépenses énergétiques, les besoins de soutien aux ménages et les coûts de l'adaptation. Il faut aussi débattre des dépenses que l'on choisit de préserver.

« Nous continuons à financer la transition grâce aux CEE. »

Les CEE sont un levier important, mais ne remplacent pas automatiquement les crédits budgétaires. Leurs coûts peuvent être répercutés sur les consommateurs. Il faut regarder la répartition des financements, les travaux soutenus et le reste à charge.

« Il faut accélérer l'électrification des usages. »

Oui : sortir des énergies fossiles est indispensable. Mais électrification et efficacité énergétique doivent avancer ensemble. Les opposer risque de fragiliser les deux objectifs.

« Les dispositifs doivent être simplifiés et rationalisés. »

Simplifier est légitime, mais ne doit pas signifier supprimer l'accompagnement. Les difficultés des ménages et collectivités sont aussi financières, techniques et humaines.

6. Les propositions et demandes à porter

- Garantir des financements publics stables et pluriannuels pour la rénovation, le Fonds chaleur et les collectivités.
- Faire de la rénovation performante une priorité complémentaire de l'électrification : isolation, confort d'été et accompagnement.
- Protéger les dispositifs de lutte contre la précarité énergétique.
- Renforcer le service public de la rénovation pour rendre les travaux accessibles indépendamment des ressources des ménages.
- Repenser les obligations dans le logement, notamment en matière de décence thermique et de responsabilités des propriétaires.

7. Formules courtes — médias et réseaux sociaux

« On ne peut pas réussir une transition écologique en demandant toujours plus aux ménages et aux collectivités, tout en leur donnant moins de moyens. »

« Une pompe à chaleur ne remplace pas une politique de rénovation énergétique. »

« Le problème n'est pas seulement combien on dépense, mais qui paie, qui décide et qui en bénéficie. »

« On ne fera pas la transition uniquement avec des subventions et des équipements. Il faut aussi des services publics et des garanties collectives. »

« Décarboner les consommations, c'est nécessaire. Améliorer les conditions de vie, c'est tout aussi essentiel. »

« Une politique environnementale qui laisse de côté les ménages les plus modestes se transformera nécessairement en une transition à deux vitesses. »

8. Fil conducteur pour une intervention orale (2 minutes)

Constat. Le Gouvernement réduit les moyens de MaPrimeRénov', suspend les nouvelles demandes au Fonds chaleur et annonce la fin de plusieurs programmes d'accompagnement.

Problématisation. Les financements s'orientent davantage vers les équipements et l'électrification, alors que les besoins d'isolation et d'accompagnement restent considérables.

Conséquences. Les ménages pouvant investir seuls seront mieux armés ; les ménages modestes et collectivités moins dotées risquent de rencontrer davantage de difficultés.

Enjeu politique. Il ne suffit pas de remplacer les équipements fossiles. Il faut garantir à chacun des logements confortables, une énergie abordable et des services publics accessibles.

Ouverture. Quelle transition écologique veut-on construire, qui doit en porter le coût et quelles garanties collectives doit-elle offrir ?

« La transition écologique doit être une responsabilité collective, pas seulement une somme de décisions individuelles d'investissement. »